

## Où en est le « modèle » allemand ? (note)<sup>1</sup>

A plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, l'Allemagne a été présentée comme un modèle.

Modèle de « cogestion » et « d'économie sociale de marché », tout d'abord ; puis pays qui a su mener des réformes de fond permettant de renforcer la compétitivité de ses entreprises (moyennes en particulier) et de doper ses exportations.

Ne dit-on pas que le penseur de ces réformes (proche de Schröder) est venu récemment conseiller François Hollande après l'annonce de son « pacte » pour l'emploi ?

Et pourtant, l'Allemagne vient de se faire rappeler à l'ordre par la Commission Européenne, qui lui reproche de provoquer des déséquilibres en Europe et lui demande de relancer sa consommation intérieure.

Où en est donc le « modèle » allemand ?

### **Cogestion et économie sociale de marché :**

L'économie allemande d'après-guerre, et qui a eu son apogée dans les années 1970, c'est la cogestion et « l'économie sociale de marché ». Les syndicats, qui regroupent un nombre important de salariés, signent des conventions collectives très protectrices de la reconnaissance des qualifications, une assurance chômage relativement généreuse et des progressions de salaires régulières. Les conseils de surveillance des entreprises comprennent un tiers de représentants des salariés (à partir de 500 salariés). Par ailleurs, le système bancaire est très décentralisé et de taille beaucoup plus faible qu'en France, avec des croisements faciles entre entreprises et banques, appuyés par des établissements publics (ex länder) et mutualistes. Ajoutons à cela une culture de la coopération locale entre industriels (associations d'employeurs et de branches).

Ainsi, le secret du succès industriel allemand de cette époque, c'est une main d'œuvre très qualifiée nécessitant peu d'encadrement, la cogestion et un accès facile au crédit pour des grosses PME qui sont la force de frappe de l'économie.

### **Les réformes Schröder :**

Plusieurs facteurs sont venus perturber cette belle mécanique.

L'évènement qui a sans doute été déclencheur, c'est la réunification avec l'Allemagne de l'Est.

Cette intégration a vite révélé que les inégalités entre les deux entités ne pouvaient pas être résorbées rapidement : statuts, niveaux de vie, droits sociaux, engagement au travail, capacité à entreprendre, ... Les disparités sont donc devenues habituelles, d'autant que les relations de l'Allemagne de l'Est avec les autres pays de l'Est ont donné la possibilité de délocaliser des industries de main d'œuvre ou d'importer des travailleurs (suivant un modèle néo colonial), avec des salariés sous payés, mais bien formés.

Bien entendu, d'autres causes étaient à l'œuvre, comme la transformation du système bancaire qui a commencé à délaisser son ancrage local et industriel au profit d'activités spéculatives sur les marchés internationaux (à l'image de ce que font les grandes banques françaises) ; mais aussi la faiblesse démographique (renforcée par le traditionnel non travail des mères de famille).

C'est après l'échec des grandes négociations tentées par Kohl, puis Schröder pour réaliser une « *Alliance pour l'emploi* » avec les partenaires sociaux, puis le scandale de l'Agence

<sup>1</sup> **Note** : De nombreuses réflexions contenues dans cet article ont été inspirées par le N°60 de « *l'Economie politique* » intitulé « *Allemagne : un modèle à ne pas suivre* ». Octobre 2013, 112 pages.

nationale pour l'emploi en 2002, que Schröder décide de prendre un grand virage libéral en adoptant un agenda de dérégulation, particulièrement du marché du travail : « *responsabilisation individuelle* » des chômeurs (= réduction de l'indemnisation), développement du temps partiel et des emplois peu qualifiés à bas salaires (services à la personne), réduction drastique des dépenses publiques (santé et protection sociale, investissement des collectivités territoriales, ...). Cela représentait, de fait, le renoncement à étendre à l'ensemble de l'Allemagne le modèle « d'économie sociale de marché » de l'Ouest.

Du point de vue du développement de l'économie capitaliste, les résultats de cette réorientation ont été remarquables. La productivité industrielle a augmenté et les exportations, en particulier vers l'Europe, ont explosé : elles étaient de 24% du PIB en 1992 et sont passées à 52% en 2012. Entre 2003 et 2011, l'excédent de la balance commerciale a été de 1200 milliards € (dont 245 vers la France, 164 pour l'Espagne, 147 pour l'Italie, ...). Et lorsque la crise a touché l'Europe, avec en conséquence un ralentissement des importations, les exportations allemandes se sont tourné vers les « pays émergents » (les BRICS = Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) : en 1991, l'Europe absorbait 50% des exportations allemandes et seulement 37,5% en 2012.

Cela s'est accompagné d'une baisse importante du chômage : de 12% en 2006, il est passé à 6% en 2012. Mais c'est au prix d'une énorme croissance des emplois à temps partiel et sous-payés : au total, ce sont près des deux tiers des créations d'emplois qui relèvent d'un emploi à temps (très) partiel au cours des 10 dernières années.

Dans ce cadre, la nouvelle stratégie des banques a été notable : délaissant leur implantation et leurs financements locaux, elles ont pris une part importante en exportant massivement des capitaux : entre la mise en place de l'euro et 2011, le flux net de capitaux s'est élevé à 470 milliards €. Auxquels il faut ajouter les crédits dans le cadre du système européen de banques centrales (350 milliards €) qui se sont accompagnés de conditions d'austérité dans les pays « bénéficiaires ».

### Un exemple à ne pas suivre :

Du point de vue social, les conséquences de ces choix ont été terribles et souvent méconnus.

Alors qu'en 1993, l'Allemagne figurait à la 3<sup>ème</sup> place de l'Union Européenne pour le revenu par habitant (mesuré en parité de pouvoir d'achat), elle est redescendue à la 7<sup>ème</sup> place en

2012. Les salaires horaires en Allemagne ne tiennent plus que le 11<sup>ème</sup> rang, en dessous de la moyenne des 27 pays membres de l'UE. La part des salaires nets, qui représentait 48% du Produit National en 1990, ne représente plus que 42,9% en 2012. En dépit de sa réputation de pays « riche », l'Allemagne a une population relativement pauvre : le patrimoine net médian des ménages se situe à 51 200€, loin derrière la France (113 500€), l'Italie (173 500€) ou la Belgique (206 200€).

Dans le même temps, les conventions collectives (protectrices), qui concernaient 68% des salariés et 52% des entreprises en 1998, ne concernent plus que 53% des salariés et 36% des entreprises en 2012. Parallèlement, le taux de syndicalisation des salariés qui



était de 33% est tombé à 18% en 2012. Les salariés non couverts par ces conventions collectives n'ont aucune garanties : pas de SMIG, salaires sous-payés et peu de couverture sociale. Il faut savoir que dans le même temps, la proportion de chômeurs indemnisés est passée de 2/3 à 1/3. D'une façon plus générale, le financement d'une partie croissante des prestations sociales est passé des cotisations sur les salaires (patronales et salariales) vers l'Etat (par l'augmentation de la TVA), sous prétexte de réduire le « coût du travail ». Mais dans un second temps, la nécessité de réduire l'endettement de l'Etat conduit inmanquablement à la diminution de ces prestations sociales.

Les retraites publiques ont baissé de 20% entre 2000 et 2011, ce qui fait que de plus en plus de retraités sont passés en dessous du seuil de pauvreté.

D'une façon générale, le taux de pauvreté a progressé de 50% depuis les années 1990, pour rejoindre la moyenne de l'Union Européenne ; et le niveau d'inégalité des revenus (écart entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres) est maintenant comparable à celui de la France.

Dernière touche à ce sombre tableau : la chute des investissements au cours des 10 dernières années. Elle a touché aussi bien le secteur privé (au profit de l'exportation de capitaux) que les dépenses publiques. Selon les calculs de l'institut DIW de Berlin, depuis 1999 en cumulé, le retard d'investissement s'élève à près de 1000 milliards € par rapport à la moyenne de la zone Euro.

En termes réels, les dépenses publiques ont diminué de près de 10% entre 2003 et 2008 : l'investissement dans les infrastructures publiques a été sacrifié (routes, écoles, transports,...), aussi bien pour la création de nouveaux équipements que pour l'entretien. Selon le Président des villes et des communes allemandes, « *Le délabrement des infrastructures devient de plus en plus un frein à la croissance* ».

## **Conclusions et perspectives :**

Il est clair que pour l'Union Européenne, cette politique allemande n'est pas acceptable, car elle induit et accentue de fortes disparités en Europe, pour deux raisons principales :

- la forte exportation de capitaux allemands, cherchant des placements spéculatifs, quitte à imposer l'austérité (et un fort appauvrissement des populations, comme en Grèce), n'a pas été pour rien dans la crise de l'Euro. C'est un facteur qui peut conduire à l'éclatement de l'Union Européenne.
- la forte augmentation des exportations allemandes dans les autres pays européens, sans permettre une augmentation de la consommation intérieure allemande, qui pourrait offrir quelques débouchés aux autres pays européens, est un autre facteur de déséquilibre et d'éclatement de l'Union Européenne.

C'est ce qui a conduit la Commission européenne à faire un rappel à l'ordre en direction du gouvernement allemand pour qu'il consente, enfin, à favoriser la consommation interne, la diminution des inégalités et ses investissements intérieurs ; et prenne une plus grande part à la lutte contre une déstabilisation de l'Union Européenne.

Et les premières mesures de la nouvelle « grande coalition » qui soutient le nouveau gouvernement Merkel parle déjà d'instaurer un salaire minimum, de limiter les abus des emplois à temps partiel et de ramener à 63 ans (au lieu de 67) l'âge de la retraite. Mais on est encore loin d'un virage complet de politique.

L'autre grande question qui sera inévitablement dans le débat pour les élections européennes, c'est de savoir si l'Allemagne est un modèle à suivre ou non. Et cette question sera particulièrement présente en France où le Président Hollande semble vouloir suivre cet exemple.

Par exemple, la démarche du « *pacte de responsabilité* » ressemble à la tentative « *d'alliance pour l'emploi* » de Kohl et Schröder.

Bien sûr, le filet de protections sociales en France n'a rien à voir avec la situation allemande (SMIC, RSA, indemnisation des chômeurs, CMU, ...). Mais on voit mal où ce « *pacte de responsabilité* » nous emmène :

- Comment trouver les 10 milliards € pour compenser la baisse des charges patronales (sur la famille) ? En créant une taxe carbone sur les activités polluantes, comme le réclament les écologistes (pour mieux protéger l'environnement et développer l'emploi dans les économies d'énergie, par exemple) ? Mais après le recul sur l'écotaxe camions, on voit mal le gouvernement s'engager dans cette direction. Il ne reste donc que la baisse des dépenses ;
- Alors que les frais de fonctionnement de l'Etat n'augmentent pas depuis 30 ans, si on veut réduire les dépenses, il faut réduire les services publics. Mais quels services publics faut-il sacrifier ? Ou faut-il pressurer encore plus les collectivités territoriales qui sont déjà au régime sec depuis plusieurs années ? Ou alors, le gouvernement aura-t-il le courage de s'attaquer aux super profits des firmes pharmaceutiques et au secteur privé de l'hospitalisation pour diminuer les dépenses de santé ? Ou bien va-t-il s'attaquer sérieusement aux fraudes fiscales et « *optimisations fiscales* » des multinationales (estimées à 60 à 80 milliards €) ? ...
- Alors que le cadeau des cotisations familiales est loin d'être négligeables pour les entreprises, il n'est pas à la mesure de la « *révolution* » qui a eu lieu en Allemagne à l'époque Schröder. Quel véritable engagement pour l'emploi va-t-il être obtenu du patronat ?

Beaucoup de questions ; peu de certitudes ...